



PROJET DE PLAN D'ACTION

CONVENTION VIRTUELLE 2021



COPE 343



Les services publics sauvent des vies

1. Le Plan d'action de 2021 arrive à un moment historique pour le SCFP et pour l'Ontario. Nous sommes encore en pleine pandémie mondiale, une pandémie sans précédent. Malgré la perspective de jours meilleurs à venir grâce aux vaccins, nous devons reconnaître que notre monde a changé pour toujours.
2. La COVID-19 a exposé la fracture sociale. La pandémie a créé une crise de santé publique et profondément aggravé les crises sociale et économique préexistantes. Un plus grand nombre de travailleurs à plus faible revenu ont perdu leur emploi par rapport aux employés dont le revenu est plus élevé. Les femmes ont été confrontées à une 'récession au féminin' – étant confrontées de façon disproportionnée au chômage et aux difficultés financières. Des inégalités chroniques ont entraîné des taux d'infection et de décès plus élevés parmi les Ontariens racisés. La pandémie a révélé de quelle façon des années de sous-financement et de négligence ont étiré les services publics au point de rupture. Nous ne pouvons pas revenir en arrière sur la voie meurtrière sur laquelle nous étions auparavant.
3. Parallèlement, la pandémie a donné aux Ontariens une nouvelle appréciation de l'importance des services publics et du travail que font les membres du SCFP. Que ce soit le travail que nous avons continué de faire sur les lignes de front pour protéger la santé et le bien-être de nos collectivités, ou notre absence lorsque les services offerts par nos travailleurs de la santé, des conseils scolaires, universitaires, des services sociaux et municipaux ont été interrompus, la population a pris conscience du rôle essentiel du secteur public.
4. La pandémie a mis en lumière l'héroïsme des travailleurs qui offrent les services dont nous dépendons chaque jour, mais les employeurs et les gouvernements

« La vérité fondamentale que les services publics sauvent des vies a été validée. »

ont failli à leur obligation de les protéger. Avec la découverte des vaccins et leur distribution, notre province est maintenant à la croisée des chemins. Les membres du SCFP sonnent l'alarme depuis longtemps sur les conséquences mortelles de l'austérité. La vérité fondamentale que les services publics sauvent des vies a

été validée. Mais avant longtemps, les gouvernements libéraux et conservateurs seront confrontés à des crises budgétaires qu'ils auront eux-mêmes créées. Depuis toujours réticents à taxer les riches, ils imposeront de nouvelles mesures d'austérité et tenteront d'équilibrer leurs budgets sur le dos des travailleurs qui

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

nous ont porté à bout de bras pendant cette catastrophe. Nous devons être prêts à résister.

5. Il y a une autre voie : tirer des leçons de nos erreurs du passé et enfin obtenir la démocratie sociale et économique que les Ontariens méritent. Ce qui suit est notre Plan d'action afin d'atteindre cette démocratie dans nos lieux de travail et notre province.

Aide et relance en temps de pandémie

6. La pandémie de la COVID-19 continue d'atteindre de nouveaux sommets de destruction et de décès. La campagne de vaccination se déroule très lentement. Le taux de chômage demeure élevé, des familles ont des problèmes avec les garderies et la santé et la sécurité des travailleurs continuent d'être menacées. Nos systèmes de santé et de soins de longue durée croulent sous la pression et, dans certaines régions, les médecins pourraient devoir prendre des décisions dévastatrices quant aux personnes qui recevront des soins médicaux et celles qui n'en recevront pas. Le taux d'infection dans les écoles est endémique, les universités sont confrontées à des défis financiers majeurs, les services sociaux sont confrontés à des fermetures de garderies, de programmes de justice pour adolescents et de programmes de services aux personnes atteintes d'un handicap de développement, ainsi qu'à des pertes d'emplois. Des dizaines de milliers de travailleurs municipaux et des transports aériens ont été mis à pied. Les Ontariens ont besoin d'aide, et ce dès maintenant.

Le SCFP-Ontario :

7. Intensifiera nos demandes pour un financement additionnel pour l'offre de services publics, y compris le maintien des niveaux de service, l'offre de ressources pour s'adapter à la nouvelle réalité en raison de la COVID-19 et la réintégration des travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de cette crise. C'est une question de vie ou de mort pour nos collectivités.
8. Travaillera avec des partenaires de coalition pour continuer d'exercer des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il accélère considérablement l'échéancier pour mettre en œuvre une norme minimale de 4 heures de soins afin de vraiment faire une différence dans la vie des aînés du système de soins de longue durée, et ce dès maintenant. Nos êtres chers ne peuvent pas attendre.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

9. Travaillera avec le CSHO et la Coalition ontarienne de la santé pour exhorter les gouvernements à prendre des mesures pour augmenter le financement des

« Nous prendrons des mesures pour voir à ce que le gouvernement mette les soins avant les profits. »

hôpitaux afin de s'attaquer à la grave pénurie de lits et de personnel hospitalier en Ontario - l'endroit le plus bas au monde où il y a une économie développée - et voir à ce que les hôpitaux appartenant à l'État et exploités par lui soient utilisés pour réduire le nombre considérable d'interventions chirurgicales et de procédures.

10. Exercera des pressions pour que les protocoles de triage cliniques actuels soient changés afin d'éliminer les sections qui sont ouvertement discriminatoires à l'égard des personnes ayant un handicap et appuiera le ARCH Disability Law Centre et d'autres groupes qui luttent contre ces protocoles.
11. Luttera féroce contre tout changement proposé à la *Loi sur le consentement aux soins de santé* qui permettrait à des médecins d'émettre des ordonnances de non-réanimation contre la volonté des patients ou des familles.
12. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il abandonne tous les plans visant à fusionner les services d'ambulances terrestres et les bureaux santé afin que nous ne soyons plus jamais pris au dépourvu.
13. Travaillera avec le CSHO, d'autres syndicats de la santé, la Coalition ontarienne de la santé et d'autres afin de mettre fin aux soins à but lucratif une fois pour toutes en poursuivant notre campagne visant à éliminer l'offre de soins de longue durée à but lucratif, en continuant de lutter contre les hôpitaux et les centres chirurgicaux privés en PPP et en luttant pour mettre fin à la privatisation de tous les services de santé.
14. Exercera des pressions pour un dépistage rapide général et récurrent pour tous les travailleurs essentiels afin de réduire la propagation de cette maladie.
15. Travaillera pour des écoles sécuritaires avec peu d'élèves par classe et des écoles bien aérées et entretenues adéquatement.
16. Soutiendra les sections locales et les membres du SCFP sur les lignes de front afin qu'une prime liée à la pandémie soit versée à tous les membres du personnel, pas uniquement à quelques membres du personnel de première ligne.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

17. Exercera des pressions pour une campagne de vaccination exhaustive et strictement volontaire à laquelle tous les résidents de l'Ontario auront accès, peu importe leur statut d'immigration, le tout en éduquant la population de façon appropriée, en assurant une prestation publique accessible et en offrant des congés aux travailleurs pour qu'ils aillent se faire vacciner. Tout travailleur du secteur public ou du secteur privé qui doit travailler avec d'autres personnes doit être vacciné en priorité.

Une reprise pour ceux qui ont été le plus durement touchés

18. Les Ontariens n'ont pas tous affronté la tempête de la COVID-19 de la même manière. Plus du tiers des Ontariens dont le revenu est de moins de 35 000 \$ par année ont perdu leur emploi. Le taux d'emploi pour ce groupe n'est pas encore revenu à la normale. Les femmes ont dû quitter massivement la population active alors que les garderies fermaient et que les écoles sont passées à l'apprentissage en ligne. Les personnes ayant un handicap ont également subi des pertes d'emplois de façon disproportionnée et ont souvent été dans l'impossibilité, en raison des fermetures, d'avoir accès aux services et aux soutiens dont elles dépendent. De nombreux jeunes travailleurs ont perdu leur emploi. Les communautés LGBTQ2S+ ont également été affectées de façon négative et disproportionnée par la pandémie. Les personnes qui ont de multiples identités marginalisées sont particulièrement touchées. Parallèlement, les personnes dont les revenus sont les plus élevés ont vu une croissance nette de l'emploi au cours de la dernière année. Des milliers de petites entreprises ont souffert et ont fermé leurs portes, tandis que les Extencare, Loblaws et Walmart de ce monde ont empoché d'énormes profits.

« La COVID-19 et le racisme sont des pandémies inextricablement

19. La pandémie de la COVID-19 a été la plus dévastatrice dans les collectivités déjà ravagées par la colonisation européenne et le racisme à l'égard des Noirs. Les communautés noires, racisées et autochtones composent une plus grande portion des travailleurs essentiels occupant des emplois précaires dangereux et elles risquent davantage d'être confrontées à

l'insécurité sur le plan du logement. Statistique Canada rapporte que les taux de mortalité due au virus sont le double dans les quartiers où plus de 25 pour cent des gens sont racisés.

20. De plus, la COVID-19 est arrivée à un moment où la suprématie blanche était exacerbée. Elle a alimenté encore plus de haine à l'égard des personnes d'origine asiatique. Il est clair que le racisme à l'égard des Noirs est une autre crise de santé publique qui a été occultée pendant des années. Ultimement,

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

nous ne pouvons pas espérer combattre la COVID-19 sans également résister au racisme.

Le SCFP-Ontario :

21. En partenariat avec la coalition *Raise the Rates* (Augmentons les taux), luttera contre la pauvreté en soutenant une augmentation minimale de 55 % des taux d'aide sociale.
22. Exercera des pressions pour que les tribunaux d'appel en matière d'aide sociale soient à plein effectif, avec des arbitres compétents et expérimentés pour réduire le nombre d'appels en matière d'aide sociale.
23. Continuera de demander la collecte et la divulgation éthiques des données démographiques en matière de COVID-19 - y compris des données basées sur la race - et des données sur le dépistage, les infections et les décès, tout en reconnaissant la nécessité de protéger l'identité des migrants en voyant à ce qu'aucune information au sujet des migrants ne soit partagée avec les organismes chargés de l'immigration. La science est importante. Les données sont importantes.

Garderies

24. Avec la publication du budget fédéral plus tôt en avril, les défenseurs des garderies en Ontario célèbrent l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard des services de garde et d'apprentissage de la petite enfance. Le SCFP-Ontario et nos partenaires de coalition envoient également un message clair au premier ministre Doug Ford qu'il doit accepter le leadership fédéral en matière de garderies et travailler avec le gouvernement fédéral pour bâtir un véritable système de garde et d'apprentissage de la petite enfance pour les familles. L'engagement relatif aux garderies contenu dans le budget fédéral est une bouée de sauvetage pour les familles, les éducateurs et le secteur des garderies de l'Ontario. Il est maintenant temps que tous les ordres de gouvernement, de tous les partis, travaillent ensemble pour soutenir le secteur des garderies et bâtir un système de garde et d'apprentissage de la petite enfance qui est abordable, accessible et sans but lucratif.

Le SCFP-Ontario :

25. Promouvra une campagne communautaire sur les garderies qui implique les membres, les partenaires de coalition, les parents, l'ensemble du mouvement syndical et les organismes de défense afin d'exiger la mise en œuvre de notre vision pour les garderies en utilisant ce partenariat et ce financement du fédéral en Ontario. Notre vision pour un véritable système de garderies comprend :

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

- i. le développement de garderies publiques sans but lucratif pour assurer l'accessibilité pour que tous les enfants aient accès à une place en service de garde et d'apprentissage de la petite enfance de grande qualité;
- ii. un nouveau financement pour le secteur des garderies qui répond aux besoins actuels en matière de dotation en personnel, assure un salaire minimum de 25 \$ de l'heure pour les travailleurs et atténue les problèmes de recrutement et de conservation du personnel qui affectent ce secteur depuis des décennies;
- iii. la promotion d'un système de garde et d'apprentissage de la petite enfance vraiment universel avec ce financement de fonctionnement et l'éloignement de la dépendance aux frais facturés aux parents tout en reconnaissant que des frais abordables pour les familles sont une première étape pour atteindre cet objectif;
- iv. un système de garderies revu en Ontario qui fait une réelle différence pour les familles, les éducateurs et une génération de jeunes enfants qui méritent d'avoir un avenir meilleur.

Protéger les services publics et les personnes qui offrent ces services

Action politique concertée

« Nous aurons besoin d'une action politique concertée pour éviter une autre ronde d'austérité dévastatrice. »

26. Les membres du SFCP sont l'épine dorsale des services qu'ils offrent. Lorsque la pandémie de la COVID-19 prendra fin, tous les ordres de gouvernement ressentiront la pression pour régler les déficits budgétaires en hausse. Le SFCP-Ontario a constamment souligné que l'Ontario n'a pas de problème de dépenses, mais plutôt un problème de revenus. Les outils de génération de revenus des municipalités sont fortement limités, alors que les gouvernements provinciaux libéraux et conservateurs de droite hésitent rarement à mettre les profits des entreprises avant les gens. Nous aurons besoin d'une action politique concertée pour éviter une autre ronde d'austérité et de privatisation dévastatrice.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

27. Il devrait y avoir des élections en juin 2022 en Ontario – dans un an. Il y a des indications que les conservateurs de Doug Ford pourraient déclencher des élections anticipées.
28. Les libéraux fédéraux minoritaires pourraient déclencher des élections à n'importe quel moment et risquent de le faire au cours de la prochaine année. Les fonds fournis (ou non fournis) par le gouvernement canadien sont essentiels pour l'exploitation de nos services publics provinciaux et municipaux. Les membres du SCFP comptent sur des programmes de revenus fédéraux terriblement inadéquats qui doivent être améliorés et sur des politiques fiscales qui établissent que la répartition de la richesse est essentiellement établie à l'échelle fédérale. Les élections fédérales seront elles aussi très importantes.
29. Doug Ford n'a pas répondu aux besoins de l'Ontario, comme le démontre clairement le nombre de décès de la COVID-19 dans les soins de longue durée, comme le démontre clairement la réponse de la santé publique qui n'a pas fourni l'ÉPI approprié aux travailleurs de première ligne et comme le démontre clairement son échec à offrir les soutiens nécessaires pour permettre aux hôpitaux, aux soins de longue durée, aux écoles, aux services sociaux, aux municipalités et aux universités de fonctionner en toute sécurité.

Le SCFP-Ontario :

30. Mobilisera toutes les ressources disponibles pour voir à ce que les conservateurs de Doug Ford ne soient pas réélus. Mais nos efforts ne peuvent pas être axés uniquement sur cet objectif. Ce sont les années d'austérité et de réduction des impôts par les libéraux qui ont miné nos services publics alors que nous en avons le plus besoin. Seul le NPD de l'Ontario luttera pour l'avenir que nous méritons.
31. Soutiendra le secteur municipal afin qu'il travaille avec des partenaires de coalition sur une recherche de candidats, la mobilisation et l'élection de politiciens locaux qui promeuvent les services publics et protègent les travailleurs du secteur public.
32. Travaillera avec les sections locales municipales, le CCEMO et les partenaires de coalition pour lutter contre les politiques des libéraux et des conservateurs qui promeuvent les PPP et la privatisation des services municipaux. Par exemple, la Banque de l'infrastructure du Canada à l'échelle fédérale et le programme Blue Box Transition du gouvernement de l'Ontario sont prêts à profiter de la pandémie en forçant des municipalités dévastées financièrement à accepter des projets de privatisation.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

33. Travaillera avec des sections locales du SCFP, le SCFP national et des partenaires de coalition afin d'exercer des pressions sur tous les ordres de gouvernement afin qu'ils augmentent les impôts des entreprises rentables et des riches. De plus, il exercera des pressions sur les gouvernements afin qu'ils approfondissent d'autres politiques qui transfèrent la richesse et les ressources des plus riches aux Ontariens ordinaires et aux services publics dont ils dépendent.

Les sections locales du SCFP :

34. Communiqueront activement avec leurs associations de comté locales du Nouveau Parti démocratique (NPD) et les appuieront.

35. Prendront part aux prochaines élections fédérales, provinciales, municipales, scolaires et régionales en mobilisant des membres et des ressources, avec des partenaires de coalition, afin d'élire des députés provinciaux et fédéraux néodémocrates à l'échelle provinciale et à l'échelle fédérale, ainsi que des candidats qui partagent les valeurs d'inclusivité du SCFP et promeuvent les services publics à l'échelle municipale et scolaire.

Lutter contre les emplois précaires

36. La pandémie a mis en lumière les dangers d'une société qui ne respecte pas les besoins des travailleuses, des travailleurs ayant un handicap, des travailleurs LGBTQ2S+, des jeunes travailleurs et des travailleurs racisés. Nous avons découvert que si nous ne protégeons pas et ne supportons pas les travailleurs marginalisés et précaires, le virus se propagerait. Personne n'est en sécurité à moins que tout le monde soit en sécurité.

37. Malheureusement, les lieux de travail du SCFP ne sont pas immunisés contre ces problèmes. Des années de manque de financement chronique ont favorisé l'utilisation de travailleurs occasionnels, à temps partiel, temporaires et de relève qui ne sont pas payés adéquatement et n'ont pas accès à des congés de maladie et à des prestations comme les autres membres du SCFP. Les membres ayant un handicap n'ont pas accès à des soutiens adéquats en milieu de travail.

38. Le renforcement des protections en milieu de travail aide tous nos membres et le grand public. Certains problèmes peuvent être réglés à la table de négociation mais nécessitent un effort énorme pour obtenir un franc succès. Certains ne peuvent qu'être présentés au gouvernement de l'Ontario afin qu'il impose des améliorations par voie législative.

Le SCFP-Ontario :

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

39. Appuiera les secteurs et les conseils de négociation afin qu'ils élaborent et promeuvent des demandes de négociation concrètes pour convertir les emplois à temps partiel et précaires en postes à temps plein et permanents.
40. Encouragera les sections locales, les comités de négociation sectoriels et les conseils de négociation à examiner de quelle façon les questions d'équité se recoupent avec le travail précaire dans le but d'élaborer des propositions de négociation qui répondent aux besoins des travailleurs précaires dans leur secteur.
41. Le SCFP-Ontario travaillera activement à exercer des pressions sur tous les régimes de retraite, comme OMERS, qui font obstacle à la participation des travailleurs à temps partiel pour qu'ils suppriment ces obstacles. De plus, il entreprendra une campagne pour encourager les employés à temps partiel à devenir membres de ces régimes.
42. Exercera des pressions sur le gouvernement de l'Ontario pour qu'il assume la responsabilité pour la santé fiscale de nos institutions publiques. De plus, il travaillera avec le SCFP national pour que la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* soit modifiée afin qu'elle ne s'applique pas au secteur public.

Les sections locales du SCFP :

43. Sensibiliseront davantage les membres au sujet des préoccupations entourant le travail précaire et les liens qui existent entre nos collègues qui occupent un emploi précaire, le sous-financement gouvernemental et les charges de travail.
44. Appuieront et promouvront activement les revendications de négociation qui traitent des besoins de nos membres qui occupent un emploi précaire dans les conventions collectives. Cela comprendrait le soutien de l'élaboration de telles priorités de négociation par l'entremise du comité de coordination ou du conseil de négociation de leur secteur et l'organisation de campagnes de négociation stratégiques au travail pour obtenir des améliorations tangibles dans leurs conventions collectives pour nos membres qui occupent un emploi précaire.
45. Reconnaissant que l'équité et la précarité vont de pair, les sections locales effectueront un examen de leurs lieux de travail afin d'élaborer un ensemble de propositions de négociation qui traitent de la précarité de leurs membres en répondant aux besoins des travailleuses, des travailleuses racisées, des travailleurs autochtones, des travailleurs LGBTQ2S+ et des travailleurs ayant un handicap.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

Apprécier les travailleurs à leur juste valeur avec un salaire

Le SCFP-Ontario :

46. Reconnaisant que des années d'austérité ont fait en sorte que tous les salaires du secteur public ont reculé, travaillera avec les sections locales afin d'exercer des pressions sur les gouvernements et les employeurs pour obtenir de réelles augmentations de salaire pour nos membres, en s'efforçant d'assurer que les salaires des travailleurs marginalisés et précaires soient augmentés à des niveaux décents.
47. Travaillera avec les partenaires de coalition pour lutter pour une augmentation du salaire minimum à 20 \$ de l'heure dès maintenant, salaire qui serait par la suite indexé chaque année en fonction de l'augmentation du coût de la vie.
48. Mènera des campagnes publiques et des contestations judiciaires afin d'abroger les projets de loi 47, 124 et 195, d'éliminer toutes les restrictions quant à la négociation collective libre et juste et de corriger toutes les violations à l'égard des droits de nos membres, en plus de contester leurs dispositions directement à la table de négociation.
49. Renforcera notre solidarité à l'égard de nos camarades d'autres syndicats des secteurs public et privé pour obtenir des gains pour tous les travailleurs.

Fournir des congés de maladie payés et d'autres protections contre les maladies professionnelles

Le SCFP-Ontario :

50. Luttera pour que la COVID-19 soit déclarée maladie présumée par la CSPAAT.
51. Luttera pour que tous les lieux de travail soient couverts par la CSPAAT. Qui plus est, il luttera pour mettre fin à la présomption, pour renverser les coupures faites aux primes et pour augmenter les paiements versés aux travailleurs blessés afin d'assurer que le système public soit fort et durable et qu'il ne condamne pas les travailleurs à la pauvreté.
52. Offrira du soutien aux sections locales qui négocient une couverture de la CSPAAT dans leurs conventions collectives.
53. S'efforcera qu'un minimum de dix journées de maladie payées pour chaque travailleur et quatorze journées de maladie payées supplémentaires pendant une urgence sanitaire soient enchâssées dans la *Loi sur les normes d'emploi*.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

54. Luttera pour la reconnaissance de TSPT présumé dans les lieux de travail durement touchés par la COVID-19 et du soutien autre que la CSPAAT pour gérer la crise de santé mentale parmi les travailleurs à la suite de la pandémie.
55. Élaborera une boîte à outils pour mettre en œuvre des stratégies quant à la façon de régler les problèmes de congés de maladie parmi les membres de nos unités de négociation qui sont des employés occasionnels, à temps partiel et de relève. De plus, il appuiera tous les secteurs et conseils de négociation pour voir à ce que ces questions fassent partie des propositions de négociation coordonnée.

Renforcer les protections en matière de santé et de sécurité au travail

Le SCFP-Ontario :

56. Exercera des pressions sur le gouvernement afin qu'il priorise la santé et la sécurité des travailleurs dans le cadre des mesures d'urgence de l'Ontario relatives à la COVID-19 et exigera que le gouvernement consulte tous les travailleurs et les incorpore tous dans toutes les décisions régionales quant aux réouvertures.
57. Luttera pour une augmentation du nombre d'inspections et d'inspecteurs en santé et sécurité. Il fera également campagne pour éduquer les travailleurs quant à leur droit de refuser un travail dangereux.
58. Mettra à profit le travail que font déjà certains secteurs et conseils de négociation pour insister sur un inventaire et un audit détaillés de l'accès à l'équipement de protection individuelle dans tous les lieux de travail.
59. Offrira du soutien aux sections locales pour voir à ce qu'elles aient des comités de la santé et de la sécurité actifs et accès à une formation et à des ressources en matière de santé et de sécurité.

Les sections locales :

60. S'engageront à voir à ce que leurs comités conjoints de la santé et de la sécurité soient actifs et qu'ils aient accès à une liste complète de conseillers syndicaux formés et compétents.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

61. Travailleront avec le SCFP national et le SCFP-Ontario pour aider leurs comités conjoints de la santé et de la sécurité à obtenir les ressources dont ils ont besoin pour protéger leurs membres.

Lutter pour l'avenir que nous méritons

Éliminer le racisme dans nos lieux de travail, au sein de la société et au sein du syndicat

62. Cette pandémie a braqué les projecteurs sur les inégalités dans notre société et le risque qu'elles représentent pour nous tous. Le travail effectué par les services essentiels pendant la pandémie l'est fait de façon disproportionnée par des femmes et des personnes racisées. Ce qui est on ne peut plus clair c'est que nos communautés racisées sont celles qui ont souffert le plus. La COVID-19 n'est pas la seule urgence de santé publique en Ontario. En tant que société, nous devons reconnaître officiellement en quoi le racisme porte atteinte à de nombreux Ontariens et détourne l'attention et les ressources nécessaires pour le combattre.
63. De nombreuses communautés marginalisées sont souvent victimes de préjudices, de préjugés et d'indifférence quant à l'accès aux services de première ligne. Le gouvernement doit affecter des fonds spéciaux afin que tous les organismes puissent avoir accès aux ressources nécessaires pour offrir une formation grandement nécessaire au personnel de première ligne qui offre les services publics.
64. Les événements des dernières années, l'échec de la GRC à régler le dossier des femmes autochtones disparues et assassinées, les jeunes racisés qui se sont fait tirer dessus par la police et d'horribles exemples de brutalité contre des personnes qui souffrent de maladies mentales ont mis en lumière de quelle façon notre système de sécurité publique est déficient en Ontario et au Canada.

Le SCFP-Ontario :

65. Continuera de lutter pour la reconnaissance du racisme à l'égard des Noirs comme étant une crise de santé publique.
66. Luttera pour rétablir et augmenter le financement accordé à la Commission ontarienne des droits de la personne et pour la nomination d'arbitres compétents et expérimentés pour pourvoir le nombre de plus en plus élevé de postes vacants à la Commission, et ce afin de réduire la quantité énorme de cas

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

en augmentation et pour obtenir un système public pour représenter les travailleurs dans ce processus.

67. Exercera des pressions sur le gouvernement pour qu'il rétablisse la Direction générale de l'action contre le racisme et qu'il augmente le financement pour la Direction et ses sous-comités, et finalement qu'il rende tous ses rapports publics.
68. Exercera des pressions sur le gouvernement pour qu'il rende obligatoire la mise sur pied d'un comité sous la Direction générale de l'action contre le racisme qui aurait des liens interministériels et des responsabilités d'actions concrètes pour atténuer cette crise de santé publique.
69. Exercera des pressions pour l'introduction d'une formation en matière d'équité, de lutte contre le harcèlement et de lutte contre la discrimination pour tous les organismes et institutions financés par le gouvernement.
70. Luttera pour une révocation de l'affectation des ressources accordées aux services de police et l'affectation de ces ressources à un modèle de sécurité publique restructuré et plus de dépenses sur le logement et les services sociaux en général et les soutiens en santé mentale en particulier.
71. Exhortera le SCFP national à réitérer nos demandes contre le racisme à l'égard des Noirs à l'échelle fédérale.
72. Poursuivra la mise en œuvre du Plan d'action organisationnel contre le racisme du SCFP-Ontario afin d'éradiquer le racisme des structures et espaces de notre syndicat.

Les sections locales du SCFP :

73. Créeront leur propre plan d'action organisationnel contre le racisme afin de combattre le racisme au sein de leurs propres structures. Leurs plans devraient inclure des révisions des règlements actuels afin d'identifier le racisme systémique, des stratégies pour que des membres de groupes qui revendiquent l'égalité occupent des postes de direction syndicale et des façons d'améliorer la capacité de la section locale en favorisant une participation constante des membres noirs, autochtones et racisés aux ateliers de formation sur les compétences syndicales.

Protéger notre environnement pour les générations futures

74. Le SCFP-Ontario reconnaît la gravité du changement environnemental et climatique comme étant une menace majeure, sinon la menace la plus

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

importante à laquelle nos membres, la société, l'humanité et la terre elle-même sont confrontés.

75. Les emplois du secteur public sont des emplois verts. Ce sont des emplois carboneutres. Augmenter les embauches dans le secteur parapublic règle non seulement le problème majeur de surmenage et le manque de soutien pour nos services, mais c'est également une partie fondamentale d'une transition juste. Nous devons aussi voir à ce qu'une formation financée par l'État soit disponible pour aider les travailleurs qui occupent présentement un emploi qui produit intensivement du carbone, ce qui détruit notre planète, afin qu'ils occupent des emplois qui enrichiront nos collectivités et soutiendront nos avenir collectifs.

Le SCFP-Ontario :

76. Améliorera son travail en matière d'environnement en créant un comité de l'environnement.

77. S'opposera à des projets contraires au mieux-être de l'environnement, particulièrement ceux proposés ou soutenus par le gouvernement, plus particulièrement le gouvernement provincial, et mettra sur pied des coalitions positives, avec des groupes qui cherchent à rétablir, préserver et promouvoir le mieux-être de l'environnement.

78. Demandra aux gouvernements provincial et fédéral d'enfin régler la crise de l'eau dans les communautés autochtones. On encourage tous les membres et sections locales à communiquer avec leurs députés fédéraux et provinciaux à cet effet.

79. Résistera aux conséquences du racisme environnemental sur les communautés autochtones et racisées et sensibilisera davantage les gens à ce sujet.

80. Promouvra une interdiction du plastique et de la mousse de polystyrène à utilisation unique qui menacent nos cours d'eau, notre faune et les programmes de traitement.

Les sections locales du SCFP :

81. Appuieront la Déclaration du SCFP sur l'urgence climatique et la signeront.

Mesures de mobilisation

« La démocratie économique et sociale que nous souhaitons restera sans suite, à moins que les membres du SCFP se mobilisent pour l'atteindre. »

82. La démocratie économique et sociale que nous souhaitons dans nos lieux de travail et au sein de la société restera sans suite, à moins que les membres du SCFP se mobilisent pour l'atteindre. Ce qui suit est une série d'actions visant à améliorer notre organisation à l'interne et la

coordination à l'externe afin d'exploiter le pouvoir des membres du SCFP aux quatre coins de l'Ontario.

Le SCFP-Ontario :

83. Cherchera à rejoindre davantage de travailleurs vulnérables - qu'ils aient un handicap, qu'ils soient racisés, qu'ils soient des LGBTQ2S+, qu'ils occupent un emploi précaire, qu'ils soient marginalisés ou autre. Il cherchera à faire le suivi et à améliorer la participation des travailleurs vulnérables à toutes les actions de campagnes.

84. Continuera de trouver de nouvelles façons de faire participer nos membres, y compris l'exploitation d'outils en ligne et électroniques, afin de voir à ce que plus de voix soient entendues de partout dans la province et il créera une base de membres plus forte et plus connectée.

85. Redoublera d'efforts pour communiquer avec d'autres syndicats, des partenaires de coalition, des groupes communautaires, des voisins et des alliés et les intéresser à travailler pour faire progresser toutes les campagnes locales et provinciales.

86. Travaillera avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, des groupes de recherche d'intérêt public et d'autres organisations étudiantes de justice sociale pertinentes afin de lutter contre les attaques à l'égard des étudiants et des services aux étudiants, et il soutiendra le développement de l'organisation d'étudiants et leur militantisme par l'entremise de coalitions sur les campus.

87. Appuiera l'affiliation des sections locales aux conseils régionaux du SCFP et enverra les membres du Conseil exécutif du SCFP-Ontario rencontrer les sections locales afin de discuter des avantages de l'affiliation.

88. Appuiera les sections locales du SCFP dans leurs efforts pour se joindre à des conseils du travail municipaux et régionaux et prendre part à leur travail.

PROJET POUR EXAMEN AU CONGRÈS

89. Participera activement avec le SCFP national au rétablissement de la solidarité du mouvement syndical par l'entremise du Congrès du travail du Canada et renforcera notre capacité collective à résister à la vague d'austérité qui, nous le savons, déferlera. Il cherchera à déployer les forces des travailleurs derrière des demandes claires et persistantes afin d'enclôser l'assurance-médicaments publique, des journées de maladie payées et du soutien en santé mentale dans la *Loi canadienne sur la santé*.
90. Intensifiera nos efforts pour établir une base de données à jour de coordonnées des conseils exécutifs et des membres des sections locales afin qu'une mobilisation importante soit plus réalisable.
91. Poursuivra nos efforts des plans d'action passés visant à créer un document qui est explicitement un programme de travail indépendant, axé sur les besoins de la classe ouvrière.

Les sections locales du SCFP :

92. S'affilieront à leur conseil de district régional du SCFP et participeront plus activement aux activités de leur conseil afin de favoriser une meilleure coordination régionale et de meilleurs efforts de mobilisation.
93. Se joindront aux conseils du travail municipaux et régionaux et à la Fédération du travail de l'Ontario (FTO) afin de rapprocher les syndicats et l'ensemble du mouvement syndical, et participeront activement à ce travail